



GT128: RegulaE.Fr

Le cadre de régulation des interconnexions

Patrick TROLLIET – ENP 1 - Expert Institutionnel – EU TAF

23 novembre 2023





Table des Matières

1. Introduction
2. Le cadre réglementaire et institutionnel
3. Le marché

AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ : Les informations et points de vue exposés dans cette présentation sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion officielle de la Commission européenne. La Commission européenne ne garantit pas l'exactitude des données incluses dans cette présentation. Ni la Commission européenne ni aucune personne agissant au nom de la Commission européenne ne peuvent être tenues responsables de l'utilisation qui pourrait être faite des informations qui y sont contenues.



Introduction

Les objectifs d'accès universel à l'électricité de la plupart des pays et l'émergence de nouvelles technologies de production à base d'EnR favorisent le développement des échanges transfrontaliers d'électricité

Ces échanges peuvent se limiter à deux pays, mais peuvent également couvrir plusieurs pays dans le cadre d'organisations sous-régionales ou d'un marché régional, ou continental de l'électricité

Les interconnexions permettent notamment de:

- ☐ **Contribuer au développement des échanges commerciaux régionaux**
 - ☐ **Permettre une montée en puissance de l'intégration des énergies renouvelables tout en assurant la stabilité du réseau des pays interconnectés**
 - ☐ **Bénéficier de productions complémentaires lors de pics de la demande, ou de productions de réserve en cas de défaillance technique inopinée**

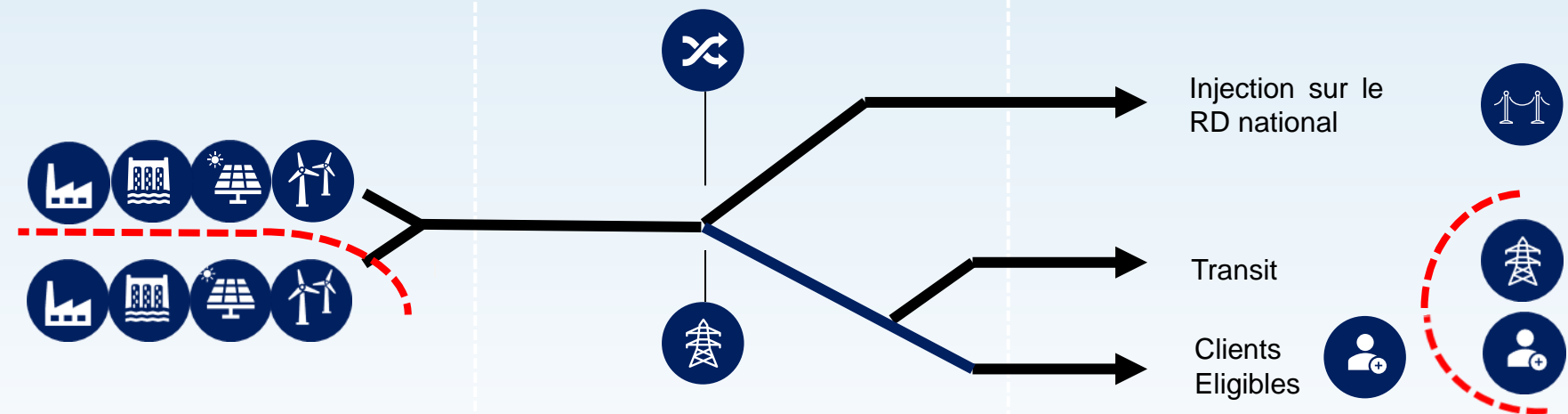
Les interconnexions doivent remplir à la fois des conditions techniques spécifiques et s'appuyer sur un cadre réglementaire et institutionnel clair, transparent et parfaitement harmonisé et régulé



Les interconnexions impliquent de nombreux acteurs

Producteurs: ils injectent sur le réseau national l'électricité qu'ils produisent, en étroite coordination avec le GRT et le Dispatcher, pour la satisfaction des besoins nationaux et/ou des échanges transfrontaliers

Opérateur système: il assure la conduite coordonnée et économique de la production et du transport, ainsi que le mouvement optimal, en temps réel, de l'énergie sur le réseau national et les échanges transfrontaliers



GRT: il exploite, maintient, et développe le réseau national et ses interconnexions avec d'autres réseaux

--- Frontière

Régulateur(s)



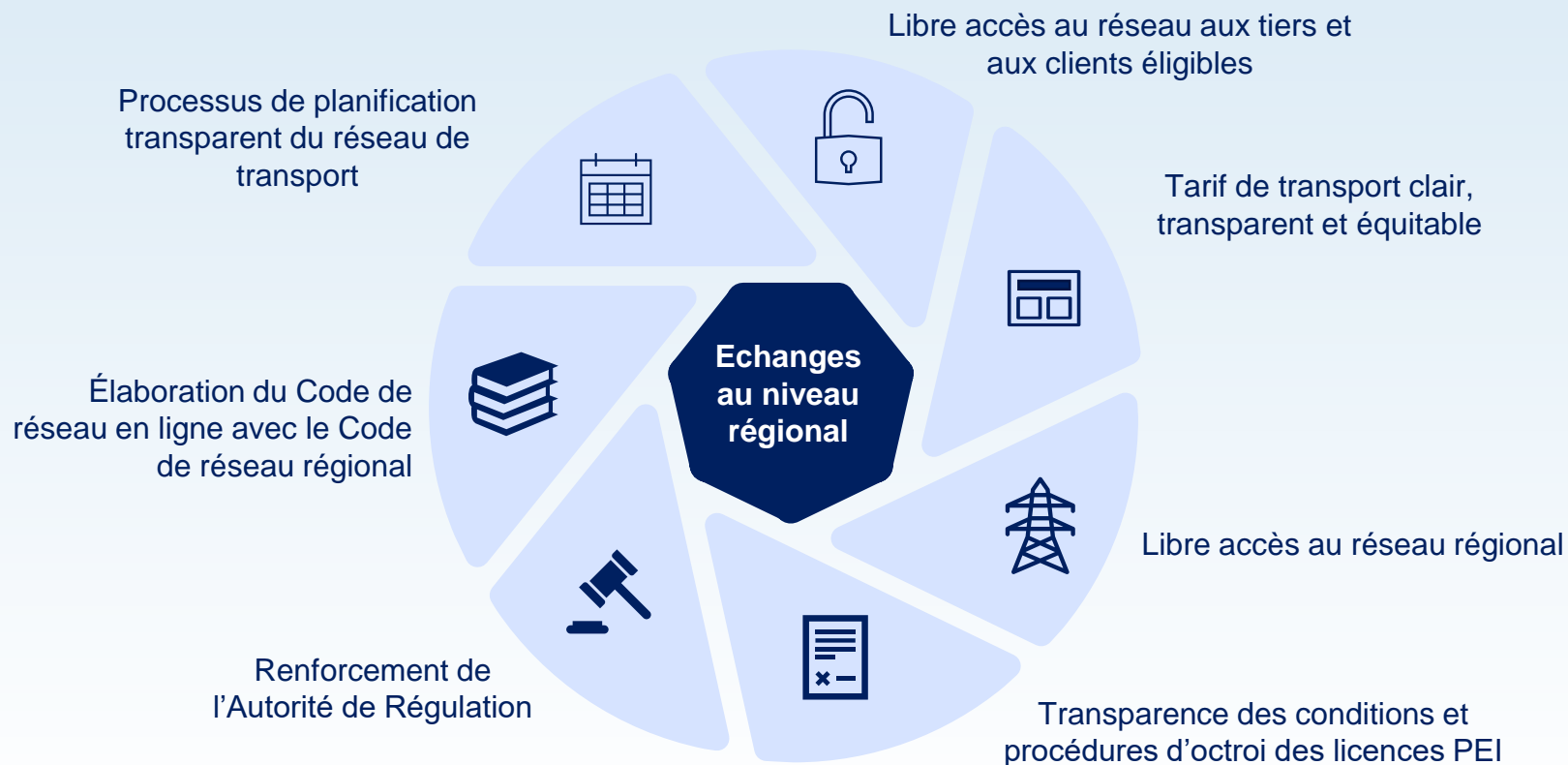
Table des Matières

1. Introduction
- 2. Le cadre réglementaire et institutionnel**
3. Le marché



Cadre légal et institutionnel

Quel que soit le nombre de pays impliqués, le cadre réglementaire et institutionnel doit satisfaire aux principes suivants



Dans chacun des pays impliqués, une harmonisation du cadre réglementaire est nécessaire, une communication permanente entre les GRT et les opérateurs système (dispatching) est indispensable, et une coordination étroite entre les régulateurs est incontournable.



La régulation pour une intégration régionale cohésive

Les missions relevant de la régulation au niveau national

Régulation des réseaux et des infrastructures, et de la transition énergétique

- Contrôle des opérateurs
- Monitoring du marché
- Suivi du reporting
- Règles techniques
- *Suivi des performances* (pertes techniques)

Régulation économique et financière

- Méthodologie tarifaire
- Tarifs de transport et de transit
- Contrôle de la séparation comptable (indépendance du GRT)

Rôle de l'Autorité de régulation



Régulation du marché et gouvernance

- Contrôle des procédures et mécanismes d'attribution des titres
- Préparation et modification des cahiers des charges
- Contrôle de la bonne application des termes contractuels
- Mise en place des consultations

Régulation des manquements et des contentieux

- Enquêtes et instructions
- Contentieux
- Règlement des litiges
- Sanctions

Les compétences requises par l'Autorité de régulation couvrent ainsi un très large éventail de spécialités (comptables, financières, techniques, juridiques, sociales, etc.), dont le niveau doit être au moins équivalent à celles des opérateurs qu'ils régulent.



Rôle du régulateur (au niveau national, et régional)

- Définir les règles d'accès, et suivre l'harmonisation du cadre legal et réglementaire, des mécanismes tarifaires, et des codes réseaux
- Définir les méthodes d'allocation et évaluer les capacités pouvant être mis à disposition du marché, pour éviter l'encombrement « légal » des interconnexions

- Surveiller le marché au niveau national et veiller au respect de tous les règlements, codes et normes approuvés aux niveaux national et régional

- Garantir le droit d'accès et prévenir les abus de monopole (transport), la collusion et tout autre comportement déviant

Au niveau régional



Au niveau national

- Surveiller tous les accords et procédures liés à l'accès au réseau transfrontalier et vérifier s'ils sont conformes aux règles du Marché régional

- Régler les conflits transfrontaliers en coordination avec les régulateurs nationaux

- S'assurer que la priorité de raccordement est accordée aux énergies renouvelables, si les conditions techniques, légales et financières sont acceptées

- S'assurer que les procédures d'octroi de licences définissent clairement les rôles, les responsabilités, les délais des différentes parties prenantes

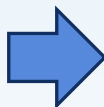


Codes de réseau harmonisés au niveau des interconnexions

Pourquoi ?

Comment ?

- Codes de réseau précis contenant des dispositions et mécanismes clairs
- Codes harmonisés entre les pays membres du marché régional, et avec le code de réseau régional quand il existe



- Eviter tous risques de mal interprétation des conditions, procédures et mécanismes de raccordement
- Garantir un traitement impartial et transparent des demandes de raccordement
- Les spécifications contenues dans un code de raccordement peuvent varier d'un pays à l'autre, il est donc nécessaire d'harmoniser, afin de garantir une bonne gestion du système électrique
- Protéger l'intégrité des réseaux contre des dommages structurels
- Assurer une qualité de service optimale



Processus de planification transparent du réseau de transport

Pourquoi ?

Comment ?

- Communication et coordination
- Echanges d'informations en temps réel
- Reporting journalier

- La capacité de transport du réseau est tributaire de sa structure et de sa configuration. Toute modification du réseau a donc une conséquence sur sa capacité de transport.
- Les opérations d'entretien et maintenance peuvent suspendre ou limiter temporairement l'opérationnalité du réseau,
- En fonction des besoins en soutirage, chaque producteur doit être prêt à répondre à la demande,
- Le fait, pour chaque opérateur, d'avoir un droit d'accès au réseau, lui confère aussi le droit de pouvoir planifier ses propres activités, et donc de savoir comment et quand le réseau est disponible.

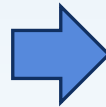


Un tarif de transport clair, transparent et équitable

Pourquoi ?

Comment ?

- Séparation (au moins comptable) des activités du secteur
- Des principes, une structure et une méthodologie tarifaire reflétant les coûts réels de transport et d'accès



- Absence de subventions croisées ou de distorsion de la concurrence
- Les coûts de transport et d'accès au réseau sont harmonisés,
- Les coûts de transport et d'accès sont indépendants de la technologie utilisée pour produire l'électricité et du coût de production de l'énergie transportée,
- Les coûts de transport et d'accès doivent permettre au transporteur de couvrir tous ses frais de maintenance, opération et entretien (coûts réels)
- Conditions d'accès identiques pour tous les opérateurs et tiers
- Pas de risques de privilèges.

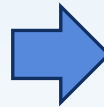


Libre accès aux réseaux aux tiers

Pourquoi ?

Comment ?

- Un PIE titulaire d'un titre a le droit d'injecter sa production sur le réseau
- Un client éligible a le droit de soutirer de l'électricité depuis le réseau, moyennant le règlement du tarif prévu
- Un GRT indépendant et neutre



- L'octroi d'un titre d'exploitation à un opérateur doit lui conférer automatiquement un droit à injecter sa production sur le réseau, ou à soutirer de l'électricité, dès lors qu'il paie le coût d'accès et de transport
- Le gestionnaire de réseau ne peut appliquer aucune restriction à la livraison d'énergie à un client éligible, dès lors que celui-ci dispose d'un titre
- Indépendance du GRT vis-à-vis de tous autres opérateurs, pour garantir ces droits et éviter toute discrimination



Transparence des conditions et procédures d'octroi des licences

Pourquoi ?

Comment ?

- Procédures et conditions claires et transparentes pour l'octroi des titres d'exploitation, autant pour les IPP que pour les clients éligibles
- Contrôle par le régulateur



- Promouvoir les investissements dans la production indépendante
- Favoriser les échanges entre pays interconnectés

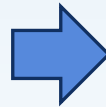


Harmonisation et coordination des procédures de règlement des plaintes

Pourquoi ?

Comment ?

- Cadre clair et transparent pour le règlement des plaintes et des différends
- Coordination entre régulateurs nationaux et régionaux pour définir les responsabilités réciproques et les limites des juridictions



- Chaque opérateur et tout client est en droit de savoir exactement comment sont gérés les litiges, entre opérateurs ou entre opérateur et clients, quels sont ses recours et comment sont appliquées les sanctions,
- Dans un marché interconnecté, les acteurs étant potentiellement dans des pays différents, il est nécessaire de définir précisément quelle autorité (et donc quel cadre réglementaire) est en charge de régler les plaintes et les différends
- La coordination entre les régulateurs des pays impliqués est à ce titre indispensable et un mécanisme de coordination clair doit être établi.



Table des Matières

1. Introduction
2. Le cadre réglementaire et institutionnel
- 3. Le marché**



Ouverture du marché à d'autres acteurs

L'ouverture du marché de l'électricité à différents acteurs, au plan national, correspond à la libéralisation du marché.

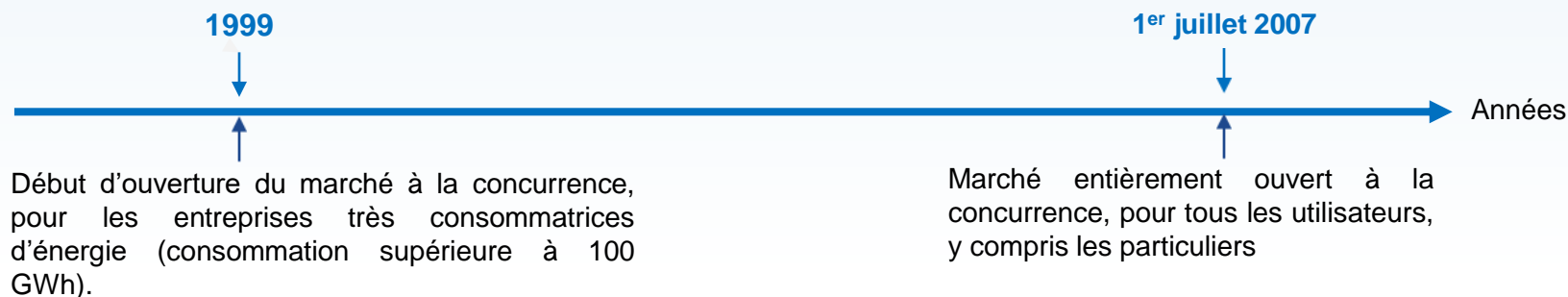
Dès l'instant que le marché s'ouvre au-delà du niveau national, par des interconnexions avec les pays voisins, le nombre d'acteurs potentiels s'élargit: davantage de producteurs, et arrivée de clients éligibles.

Un marché de l'électricité concurrentiel, est un espace économique au sein duquel les opérateurs de GRD et les clients éligibles ont le droit de contracter librement avec les producteurs d'électricité de leur choix.

Un marché concurrentiel est un processus graduel:

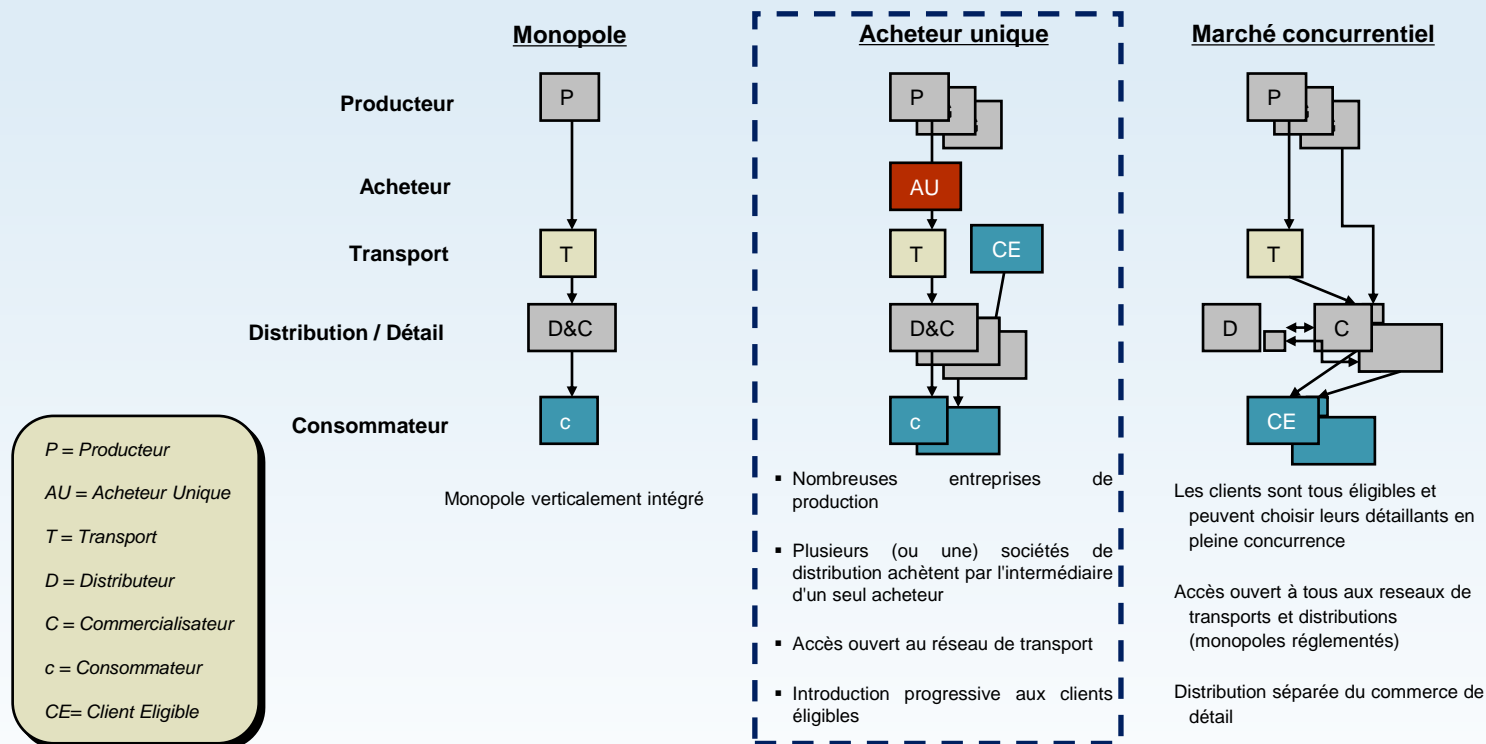
- ☐ Fixer les premiers seuils de puissance et de consommation annuelle pour de gros consommateurs, qui deviennent clients éligibles,
- ☐ Abaisser progressivement les seuils pour des clients éligibles demandant moins de puissance et dont la consommation annuelle est plus faible: on augmente ainsi progressivement le nombre de clients éligibles,
- ☐ Continuer d'abaisser les seuils, jusqu'à ce que tous les clients deviennent éligibles

Exemple de l'ouverture à la concurrence du marché de l'électricité en France





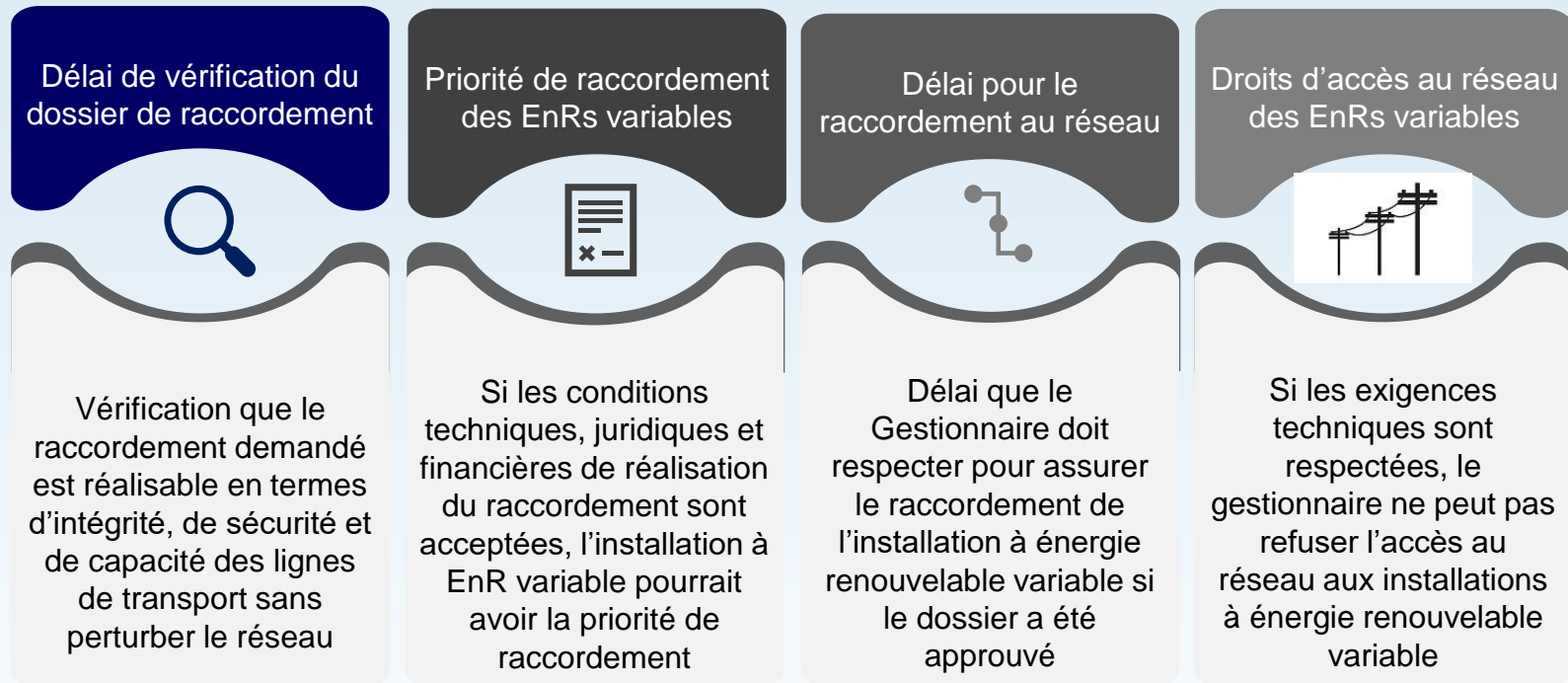
Organisation et structure du marché (1/2)



Concurrence et complexité croissantes – Baisse des prix attendue



La priorité d'injection des EnR



Les Green Certificates

Les certificats énergétiques (Green certificates) sont l'un des instruments visant à promouvoir la pénétration des énergies renouvelables et l'un des outils les plus larges permettant d'identifier la source de production d'électricité. Ce document est lié à la quantité d'un type spécifique d'énergie, dont il fournit une garantie d'origine (GO).

Les certificats sont le plus souvent émis par le régulateur. Mais dans certains pays (comme l'Afrique du Sud, par exemple) les certificats sont émis par un organisme spécialisé



Merci pour votre attention

